



## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

---













#### **Aménagement du site du Rocher Corneille**

---

Date et heure limites de réception des offres :  
vendredi 17 mai 2024 à 12:00

**COMMUNE DU PUY EN VELAY**  
1 place du Martouret  
BP 20317  
43011 LE PUY EN VELAY CEDEX

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	Aménagement du site du Rocher Corneille
	<b>Mode de passation</b>	Procédure adaptée ouverte
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Nombre de lots</b>	22
	<b>Délai de validité des offres</b>	120 jours
	<b>Forme de groupement</b>	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	<b>Variantes</b>	Défini par lot
	<b>PSE</b>	Sans
	<b>Clause sociale</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Négociation</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation.....	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 - Nomenclature.....	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	7
2 - Conditions de la consultation.....	7
2.1 - Délai de validité des offres.....	7
2.2 - Forme juridique du groupement.....	7
2.3 - Variantes.....	7
3 - Les intervenants.....	8
3.1 - Conduite d'opération.....	8
3.2 - Maîtrise d'œuvre.....	9
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	9
3.4 - Contrôle technique.....	9
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	9
4 - Conditions relatives au contrat.....	9
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	9
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	9
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	9
5 - Contenu du dossier de consultation.....	10
6 - Présentation des candidatures et des offres.....	10
6.1 - Documents à produire.....	10
6.2 - Présentation des variantes.....	12
6.3 - Echantillons, maquettes ou prototypes.....	12
6.4 - Visites sur site.....	12
6.5 - Usage de matériaux de type nouveau.....	12
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	12
7.1 - Transmission électronique.....	12
7.2 - Transmission sous support papier.....	14
8 - Examen des candidatures et des offres.....	14
8.1 - Sélection des candidatures.....	14
8.2 - Attribution des marchés.....	14
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	15
9 - Renseignements complémentaires.....	15
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	15
9.2 - Procédures de recours.....	15

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :  
Aménagement du site du Rocher Corneille

La Ville du Puy-en-Velay souhaite rénover le site du Rocher Corneille afin d'améliorer les conditions d'accueil des touristes. Elle souhaite que chaque visiteur ait une expérience mémorable de ce qu'il va découvrir sur le site du Rocher Corneille.

Le projet consiste en la restructuration de l'espace d'accueil du public (billetterie/magasin, terrasse, ombrière), la réhabilitation du parcours de visite (chemin, jardin, éclairage), la rénovation et la création de nouveaux aménagements au niveau de la terrasse sommitale.

Lieu(x) d'exécution :  
Site du Rocher Corneille  
43000 LE PUY-EN-VELAY

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 22 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Echafaudages
02	Installations de chantier, Réseaux, escaliers, surfaces
03	Aménagement plateforme haute, maçonnerie et VRD
04	Charpente métallique
05	Serrurerie
06	Miroiterie
07	ferronnerie
08	restauration maçonnerie de pierres
09	Maçonnerie de béton armé
10	Charpente bois et couverture
11	Etanchéité
12	Menuiseries extérieures bois
13	Plâtrerie Peinture
14	Menuiserie intérieure - mobilier- ebénisterie
15	Sols Faïence

Lot(s)	Désignation
16	chauffage climatisation ventilation plomberie
17	Électricité courant faibles
18	Electricité courant faibles pour aménagements extérieurs
19	Plantations et travaux paysagers
20	Conception audio visuelle
21	Graphisme, impression et pose de signalétique
22	Signalétique métal

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

### 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description	Code suppl. 1	Code suppl. 2	Code suppl. 3
39200000-4	Aménagements	IA27-7	IA36-4	
44115800-7	Aménagements intérieurs de bâtiment			
39290000-1	Aménagements divers			
45112700-2	Travaux d'aménagement paysager			

Lot(s)	Code principal	Description
01	44212310-5	Échafaudages
01	45262110-5	Travaux de démontage d'échafaudages
01	45262120-8	Travaux de montage d'échafaudages
02	45100000-8	Travaux de préparation de chantier
03	45262500-6	Travaux de maçonnerie et de briquetage
03	45262522-6	Travaux de maçonnerie

Lot(s)	Code principal	Description
03	32400000-7	Réseaux
04	45223210-1	Ossatures métalliques
04	45261100-5	Travaux de charpente
04	45262410-8	Travaux d'assemblage d'ossatures métalliques de bâtiment
05	44316500-3	Serrurerie
06	39299200-6	Verre de sécurité
06	14820000-5	Verre
06	34928320-7	Garde-corps
06	45340000-2	Travaux d'installation de clôtures, de garde-corps et de dispositifs de sécurité
07	44316510-6	Ferronnerie
08	45262510-9	Maçonnerie de pierres
08	45212350-4	Bâtiments présentant un intérêt historique ou architectural particulier
09	45223500-1	Structures en béton armé
09	45262311-4	Travaux de gros œuvre en béton
09	45262310-7	Travaux de mise en œuvre de béton armé
10	45422000-1	Travaux de charpenterie
10	44142000-7	Charpentes
11	45261420-4	Travaux d'étanchéification
11	45261410-1	Travaux d'isolation de toiture
12	45421150-0	Travaux d'installation de menuiseries non métalliques
12	44220000-8	Menuiserie pour la construction
13	45410000-4	Travaux de plâtrerie
13	45442100-8	Travaux de peinture
14	39100000-3	Mobilier
14	45421000-4	Travaux de menuiserie
14	44220000-8	Menuiserie pour la construction
15	45432110-8	Travaux de pose de sols
15	45432130-4	Travaux de revêtements de sols
15	45431000-7	Carrelages
16	45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
17	45310000-3	Travaux d'équipement électrique

Lot(s)	Code principal	Description
17	45315000-8	Travaux d'installation de chauffage électrique et d'autres équipements électriques de bâtiment
17	45315600-4	Installations basse tension
18	09310000-5	Électricité
18	45310000-3	Travaux d'équipement électrique
19	45112700-2	Travaux d'aménagement paysager
19	45112710-5	Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts
20	92100000-2	Services cinématographiques et services vidéo
20	92111000-2	Services de production cinématographique et vidéo
20	92111100-3	Production de films et de vidéos à usage pédagogique
21	45316200-7	Installation de matériel de signalisation
21	35261000-1	Panneaux d'information
21	42962000-7	Équipement d'impression et de graphisme
22	45316200-7	Installation de matériel de signalisation
22	44212381-3	Revêtement métallique
22	45223110-0	Installation de structures en métal

### 1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

### 2.3 - Variantes

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base). Ils peuvent également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes pour le(s) lot(s) suivant(s) :

Lot(s)	Exigences minimales détaillées
01	Les variantes sont autorisées.
02	Les variantes sont autorisées.

Lot(s)	Exigences minimales détaillées
03	Les variantes sont autorisées.
04	Les variantes sont autorisées.
05	Les variantes sont autorisées.
06	Les variantes sont autorisées.
07	Les variantes sont autorisées.
08	Les variantes sont autorisées.
09	Les variantes sont autorisées.
10	Les variantes sont autorisées.
11	Les variantes sont autorisées.
12	Les variantes sont autorisées.
13	Les variantes sont autorisées.
14	Les variantes sont autorisées.
15	Les variantes sont autorisées.
16	Les variantes sont autorisées.
17	Les variantes sont autorisées.
18	Les variantes sont autorisées.
19	Les variantes sont autorisées.
20	Les variantes sont autorisées.
21	Les variantes sont autorisées.
22	Les variantes sont autorisées.



**La réponse à la solution de base est obligatoire.**

## 3 - Les intervenants

### 3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par :

M+C ARCHITECTURE  
3 rue Pierre Farigoule  
43000 LE PUY EN VELAY

Tél. : 0471024865  
Courriel : [contact@mc-architecture.com](mailto:contact@mc-architecture.com)



### **3.2 - Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

M+C ARCHITECTURE  
3 rue Pierre Farigoule  
43000 LE PUY EN VELAY

Tél. : 0471024865  
Courriel : [contact@mc-architecture.com](mailto:contact@mc-architecture.com)

### **3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par :

BMV  
5 rue Richond des Brus  
43000 Le Puy en Velay

### **3.4 - Contrôle technique**

Le contrôle technique est assuré par :

APAVE  
Quartier de la Bouteyre  
43770 CHADRAC

### **3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

APAVE  
Quartier de la Bouteyre  
43770 CHADRAC

## **4 - Conditions relatives au contrat**

### **4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution**

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

### **4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

### **4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Les candidats doivent respecter les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces mesures de sécurité.

## 5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le calendrier prévisionnel d'exécution
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Les plans
- Les études et autorisations délivrées

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Documents relatifs aux pouvoirs de la personne physique ayant autorité pour engager le candidat individuel ou le membre du groupement	Non
Le cas échéant, copie du ou des redressement(s) judiciaire(s)	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Attestations fiscales et sociales datant de moins de six mois	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 6.2 - Présentation des variantes

Les candidats présenteront un dossier général " variantes " comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

## 6.3 - Echantillons, maquettes ou prototypes

Afin d'optimiser l'analyse des offres, les candidats fourniront les échantillons, maquettes ou prototypes suivants :  
Les CCTP prévoient la fourniture des échantillons suivant le lot et leurs modalités.

## 6.4 - Visites sur site

Une visite sur site est préconisée. Les conditions de visites sont les suivantes :  
Visite sur site le lundi 22/04/2024 à 14h ou le 29/04/2024 à 14h.

## 6.5 - Usage de matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des clauses administratives particulières la clause suivante :

" L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après mis en œuvre sur sa proposition : ..... pendant le délai de .... ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le (les) matériau(x) et fourniture(s) suivantes : ..... "

Le cas échéant, le Cahier des clauses administratives particulières sera modifié dans le cadre de la mise au point du marché.

# 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

## 7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://agysoft.marches-publics.info>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

16 place de la Libération  
BP 50085  
43003 LE PUY EN VELAY CEDEX

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La taille maximum acceptée pour un pli électronique est de 500 Mo.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format PAdES.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise (<https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.



**Pensez à anticiper votre dépôt 24 heures avant l'heure limite**

## 7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# 8 - Examen des candidatures et des offres

## 8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## 8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	30.0
2-Valeur technique	70.0
2.1-Moyens humains:Moyens humains, qualifications et expérience (organigramme, CV), temps de présence et nombre de compagnons sur le chantier et personnel encadrant, délais prévus et moyens pour respecter planning selon les problématiques.	15.0
2.2-Organisation chantier:Organisation de chantier, méthodologie d'intervention et d'exécution, présentation d'échantillons, Moyens matériels affectés à l'opération, gestion des problématiques d'accès et de livraison.	40.0
2.3-Préservation de l'environnement :compatibilité des produits ou matériels utilisés avec la qualité environnementale et la démarche d'économie d'énergie et de recyclage dans le cadre du chantier ; moyens pour limiter les nuisances du chantier (bruit, poussière, produit chimique, CO2...) sur l'environnement.	10.0
2.4-Démarche qualité et sécurité:Ce sous critère portera sur la démarche qualité et sécurité de l'entreprise adapté au projet et Moyens proposés pour la sécurité du chantier.	5.0

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de

report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### **8.3 - Suite à donner à la consultation**

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 3 candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

## **9 - Renseignements complémentaires**

### **9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://agysoft.marches-publics.info>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### **9.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :  
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CLERMONT FERRAND  
6 cours Sablon  
CS 90129  
63033 CLERMONT FERRAND CEDEX 1

Tél : 04 73 14 61 00  
Télécopie : 04 73 14 61 22  
Courriel : [greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr](mailto:greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :  
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CLERMONT FERRAND  
6 cours Sablon  
CS 90129  
63033 CLERMONT FERRAND CEDEX 1

Tél : 04 73 14 61 00

Télécopie : 04 73 14 61 22  
Courriel : greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr